



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

**SÉANCE DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS
DU JEUDI 12 OCTOBRE 2023**

CM2023/10/12/42-1 : AVENANT À LA CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT ENTRE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS ET L'AGENCE PARISIENNE DU CLIMAT (APC) POUR L'ACTIVITÉ 2023

DATE DE LA CONVOCATION : 6 octobre 2023
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE : 208
PRÉSIDENT DE SÉANCE : Patrick OLLIER, Président
SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Quentin GESELL

LE CONSEIL DE LA MÉTROPOLE DU GRAND PARIS

- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2224-34,
- Vu** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,
- Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,
- Vu** la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, et notamment son article 188,
- Vu** le décret n°2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre, fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,
- Vu** l'arrêté du 5 septembre 2019 (publié au JORF du 8 septembre 2019) portant validation du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie,
- Vu** la délibération CM2017/12/08/11 relative à la compétence « soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie » de la Métropole du Grand Paris,
- Vu** la délibération CM2018/06/28/01 portant arrêt du projet de plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement,

Vu la délibération CM2018/11/12/13 portant adoption du Plan climat air énergie métropolitain,

Vu la délibération CM2018/12/07/01 relative à la définition de l'intérêt métropolitain en matière d'amélioration du parc immobilier bâti, et de réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre,

Vu la délibération BM/2018/10/29/01 validant l'adhésion à l'Agence Parisienne du Climat,

Vu la délibération CM2019/12/04/21 relative à la convention territoriale du programme SARE pour le territoire de la Métropole,

Vu la délibération CM2022/12/16/10 portant adoption du schéma directeur énergétique métropolitain (SDEM),

Vu la délibération CM2023/04/14/40-01 portant approbation de l'avenant à la convention d'objectif et de financement pour l'année 2023 conclue entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence Parisienne du Climat,

Vu la convention territoriale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'accompagnement de la rénovation énergétique » conclue entre l'Etat, la Métropole, l'ADEME, et les Obligés : EdF, Esso, Total, le 19 décembre 2019,

Vu la convention nationale de mise en œuvre du programme SARE conclue entre l'Etat, l'ADEME, l'ANAH et les Obligés le 7 mai 2020,

Vu l'avenant à la convention territoriale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'accompagnement de la rénovation énergétique » conclue entre l'Etat, la Métropole, l'ADEME, et les Obligés (EdF, Esso, Total), visant la prolongation jusqu'au 31 décembre 2023, soumis au Conseil Métropolitain du 4 avril 2022,

Vu le projet d'avenant à la convention d'objectif et de financement pour l'année 2023 conclue entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence Parisienne du Climat, jointe à la présente délibération,

Considérant la compétence de la Métropole en matière de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie,

Considérant l'ambition portée par la Métropole du Grand Paris dans le cadre de son Plan climat air énergie métropolitain de disposer d'un parc immobilier résidentiel 100% bas-carbone à l'horizon 2050,

Considérant l'objectif de réduire de 50% les consommations d'énergie dans la Métropole d'ici 2050 par rapport à 2005,

Considérant la nécessité, pour l'atteinte des objectifs métropolitains précisés dans le Plan climat air énergie et dans le Plan métropolitain de l'habitat et de l'hébergement, de s'appuyer sur des outils de proximité dont l'efficacité et l'expertise sont éprouvées sur le terrain depuis plusieurs années,

Considérant la création de l'association Grand Paris Climat, qui vise notamment à renforcer la mise

en réseau des Agences Locales de l'Énergie et du Climat,

Considérant le rôle, les missions et l'engagement des agences locales de l'énergie et du climat dans la mise en œuvre concrète de la transition écologique et énergétique ainsi que de l'action métropolitaine en matière d'amélioration de l'habitat,

Considérant que les actions proposées seront assurées à l'initiative et sous la responsabilité de l'association,

Considérant que l'augmentation importante des sollicitations de l'Agence Parisienne du Climat, implique un dépassement des objectifs par acte proposés dans la convention initiale et impose un budget supplémentaire pour assurer le maintien d'un service public de qualité auprès des ménages

Considérant que Mesdames Fatoumata KONÉ, Agnès TOURY, Messieurs François BECHIEAU et Christophe NADJOVSKI représenté par Madame Johanne KOUASSI, membres du conseil d'administration de l'association, ne prennent part ni aux débats ni au vote,

La commission « Transition écologique et énergétique » consultée,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE le projet d'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et de financement conclue entre la Métropole du Grand Paris et l'Agence Parisienne du Climat.

DECIDE l'attribution d'une subvention d'un montant maximal complémentaire de 500 000 € à l'Agence Parisienne du Climat pour l'année 2023 décomposé comme suit :

- 250 000 € au titre du budget propre de la Métropole
- 250 000 € au maximum au titre des Certificats d'Economie d'Energie du programme SARE.

Cette subvention complémentaire porte la subvention pour l'année 2023 de la Métropole à un montant maximal de 2 413 458 € :

- 513 333 € au titre du budget propre de la Métropole
- 1 900 125 € au maximum au titre des Certificats d'Economie d'Energie du programme SARE.

DIT que les dépenses seront imputées au chapitre 65 du budget 2023 de la Métropole du Grand Paris.

AUTORISE le Président ou son représentant à signer les actes administratifs correspondant, et à en suivre la bonne exécution.

ADOpte À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

NPPV : 4 (Mesdames Fatoumata KONÉ, Agnès TOURY, Messieurs François BECHIEAU et Christophe NADJOVSKI représenté par Madame Johanne KOUASSI)

Le Président de la métropole du Grand Paris

Patrick OLLIER
Ancien Ministre
Maire de Rueil-Malmaison

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.